

COMMUNIQUE DE PRESSE DU 25 AVRIL 2020



Sauvons nos hôpitaux publics de proximité dans les Hautes-Pyrénées. !

**Plus que jamais tous nos hôpitaux publics de proximité sont nécessaires dans les Hautes-Pyrénées.
En pleine crise sanitaire du coronavirus le projet d'hôpital unique ne doit pas voir le jour !**

Alors que la crise sanitaire que traverse le pays révèle toute la nocivité des politiques de restrictions budgétaires qui frappent les services publics et notamment l'hôpital public, il est impératif d'agir politiquement DES AUJOURD'HUI pour préparer le monde de demain.

Dans notre département il est un sujet qui mérite une remise en cause radicale de la doctrine que d'aucuns soutenaient depuis des mois : il s'agit bien sûr du projet d'hôpital unique à Lanne qui se traduirait par de nouvelles suppressions de lits (250 au bas mots) et d'effectifs (450).

En effet s'il y a bien une réalité que le gouvernement cherche péniblement à dissimuler aux citoyens, c'est que la santé publique en France (hôpitaux, EHPAD) manque cruellement de moyens pour prendre en charge les patients et assurer la sécurité sanitaire du personnel, que les stocks de sécurité de masques (1 milliard de masques) préconisés en mai 2019 par Santé Publique France n'ont pas été réalisés , que le manque de lits de réanimation a été causé par des suppressions régulières et programmées de ceux-ci à longueur d'années (exemple : suppression des lits de réanimation à Lourdes).....

Les hôpitaux du département n'échappent pas à cette règle austéritaire que les personnels hospitaliers n'ont cessé de dénoncer depuis 18 mois , réclamant des moyens humains et matériels pour assurer les soins, des interpellations auxquelles le Président Macron et son gouvernement sont restés sourds, préférant satisfaire les redevables de l'ISF et plafonner la taxation du capital au nom de la théorie fumeuse du ruissellement et des premiers de cordée.

Il est aujourd'hui urgent de changer de cap et de faire prévaloir le bien commun sur la finance.

Car, en dépit des déclarations vibrantes d'Emmanuel Macron invoquant le Conseil National de la Résistance, nous ne sommes pas dupes.

Ainsi, tous les jours le Directeur Général de la Santé (Jérôme Salomon) y va de sa petite histoire : « *La France a doublé sa capacité en lits de réa ! Un formidable travail des hôpitaux qui nous a permis d'accueillir tous les malades.* »

Au-delà des 8 000 morts dans les Ehpads à ce jour, qui témoignent que les hôpitaux n'ont pas accueilli tous les malades, faute de lits en nombre suffisant, il est intéressant de regarder précisément comment le nombre de lits en réanimation a augmenté.

Nulle part les pouvoirs publics, les ARS, n'ont décidé de rouvrir les lits de réanimation fermés très récemment et dont la réouverture ne posait techniquement pas problème. Partout ministre et ARS ont choisi de transformer les lits existants de chirurgie, de médecine et d'autres spécialités...

Donc partout l'augmentation des lits de réanimation et de soins critiques s'est faite au détriment des lits des autres spécialités. Et, quasiment partout, le « rééquilibrage » dû au Covid- 19 ne s'est pas fait un pour un.

Pour un lit de Covid-19, deux ou trois ont été fermés et aujourd'hui les informations qui proviennent des représentants des personnels (APHParis, Hôpitaux psychiatriques qui ont été mis à contribution pour accueillir des patients atteints de COVID 19 etc...) sont effarantes.

Le gouvernement n'a pas l'intention de revenir ne serait-ce qu'à la situation d'avant le Covid-19 en termes de lits, de spécialités, de services. Il va partout tenter d'installer « l'hôpital » du jour d'après. Pour cela, il dispose aujourd'hui d'une arme formidable : la loi d'urgence sanitaire qui permet quasiment toutes les "flexibilités" en matière d'organisations de travail, d'horaires, de repos, de congés etc pour permettre à l'hôpital public non pas d'accueillir les patients mais de s'organiser pour répondre aux "priorités de santé publique" fixées par le gouvernement.

C'est pourquoi ***l'Avenir en Commun.e et la France Insoumise 65***, après avoir recueilli en l'espace de deux mois plus de 5000 signatures de citoyens s'opposant à au projet d'hôpital unique à Lanne, lance aujourd'hui une nouvelle pétition sous forme de **lettre ouverte aux responsables nationaux et régionaux de la politique de santé ainsi qu'aux élus locaux (députés, sénatrices, maire de Tarbes et Lourdes, président du conseil départemental)** qui, dans une unanimité singulière, avaient donné jusqu'à présent leur appui sans faille à un projet destructeur.

Nous appelons la population Bigourdane à se mobiliser et à signer massivement cette pétition :

NON à L'Hôpital UNIQUE,

DES MOYENS HUMAINS et MATERIELS POUR TOUS NOS HÔPITAUX DE PROXIMITÉ :

Cliquez sur le lien pour accéder à la pétition : <http://chnq.it/KMw5crwjS4>

Au delà des incantations et des formules toutes faites sur le monde de demain, il s'agit bien aujourd'hui d'AGIR et d'AFFIRMER les priorités qui sont les nôtres:

l'humain doit rester la mesure de toute chose !

Suivez toutes les infos de l'Avenir en commun.e sur le site internet

et son dossier spécial sur la crise sanitaire :

<http://lavenirencommune.fr/>